



# Intervention



# syndicale

N° 15 - JANVIER 2026

## ÉDITORIAL : La responsabilité du syndicalisme.

**O**n pourrait trouver étrange la situation.

Au plan national français, tout le monde semble indifférent à ce qui se passe à l'Assemblée nationale, où, pourtant, l'exécutif Macron/Lecornu, recourant finalement au 49-3, vient d'échapper à la censure de son budget 2026. LFI affirme qu'il y a là la trahison du PS, le PS affirme avoir obtenu des reculs en se prévalant de tout ce qui vient en réalité de la pression du mouvement social : suspension/décalage du totem-tabou suprême de Macron, sa réforme des retraites, repas étudiants à 1 euro, etc., ainsi que l'annulation de la dernière réforme de l'Assurance chômage, et la dislocation du « choc des savoirs » dans les collèges. Mais le pays est indifférent car il ne perçoit pas d'alternative démocratique possible au niveau gouvernemental, le NFP ayant consciencieusement été divisé par ses dirigeants.

Ce sont les directions syndicales nationales qui ont la main pour dépasser cette situation, et qui agissent de fait en n'agissant pas, en ne prenant pas la main.

La force potentielle du mouvement social a pourtant empêché l'attaque contre le 1<sup>er</sup> mai, ce jeudi 22 janvier, montrant qu'elle peut se conjuguer à l'existence de la majorité relative NFP élue dans cette Assemblée nationale en apparence impuissante. C'est une mobilisation nationale, centrale contre le budget, qui aurait pu donner sens à la censure et la rendre victorieuse, en donnant la perspective d'une alternative démocratique au niveau du pouvoir, contre le RN, l'union des droites et Macron.

Ce serait là faire, au niveau national, ce que des centaines de sections syndicales locales et d'entreprises font quand elles cherchent à mobiliser contre le patron ou contre l'ARS ou l'Inspection d'académie, aller où cela se décide pour arracher les revendications !

Or, pour protéger le pouvoir en place quel qu'il soit, nos directions syndicales ne le font pas ou, lorsqu'elles y sont obligées, décalent et diluent la poussée nationale en « journées » multiples.

Au plan international, ce qui se passe est capital. A l'heure où sont écrites ces lignes, voici deux jours qu'aux États-Unis une grève générale a été réalisée, là encore par les sections syndicales de bases, les réseaux de voisins et des églises, dans le Minnesota pour le départ des bandes armées de ICE (Immigration and Customs Enforcement). Dès le lendemain, ces bandes ont à nouveau assassiné, après Renée Nicole Good, un infirmier syndiqué, Alex Pretti. Minneapolis est couverte de rassemblements et d'affrontements, par - 20°C. Et là aussi, l'AFL-CIO au plan national ne fait rien, et elle ne fait rien parce qu'elle a la main sur la force réelle. Mais cette force réelle en même temps monte dans tout le pays et cherche, conjointement, la voie de la grève et la voie de la résistance physique au coup d'État rampant de Trump qui s'accélère.

.../... page 2

### SOMMAIRE :

- Edito : La responsabilité du syndicalisme : pages 1 / 2
- > Attaque contre le 1<sup>er</sup> mai - page 2
- > Plan « sociaux » de suppressions d'emplois... - pages 3
- > Unité d'action, Unité contre le fascisme, Unité pour gagner. page 3
- > Carte scolaire : un problème politique national. page 3
- > Unité d'action, Unité contre le fascisme, Unité pour gagner. pages 4 / 5
- > International : ... quatre documents... pages 6 / 7 / 8

.../... suite de l'édition

## Attaque contre le 1<sup>er</sup> Mai : Chou blanc !



Minneapolis, grève générale le 23 janvier.

La responsabilité du syndicalisme est aussi l'Internationalisme, qui n'est pas aujourd'hui la simple déclinaison d'une solidarité, mais l'action concrète pour nous défendre contre l'internationale fasciste de Trump et de Poutine.

Le campisme, pour lequel la direction de LFI et du POI attaque à présent la CGT en tant que telle, au nom du rétablissement de Maduro au pouvoir à Caracas alors que c'est un pouvoir maduro-trumpiste qui s'y trouve à présent, est le premier obstacle à cette action concrète par et pour les travailleurs du monde, de Minneapolis à Téhéran !



Minneapolis, après l'assassinat d'Alex Petri, rassemblements et affrontements nocturnes par - 25°.

La journée d'hier à l'Assemblée Nationale aura eu un saveur particulière : côté cour, la Fédération CGT du Commerce organisait ce 22 janvier au matin un rassemblement à proximité de celle-ci pour protester contre le vote, prévu ce jour, de la proposition de loi remettant en cause le caractère universel du 1<sup>er</sup> Mai, seul jour férié, chômé et payé de notre calendrier.

Ce sont plus de 200 militant-es qui se sont rassemblées, CGT mais aussi également de la FO, de la FSU et de SUD appuyés par des député-es communistes, écologistes et insoumis, pour écouter entre autre Sophie Binet, la Secrétaire Générale du syndicat, marteler que nous ne nous laisserons pas dépouiller de ce conquis.

Côté jardin, les mal nommés Les Républicains, qui ont oublié que la République est aussi sociale, commençaient à dérouler l'examen de la dizaine de textes islamophobes, sécuritaires et réactionnaires dans la niche parlementaire qui leur était réservé.

Peine perdue : la pugnacité de parlementaires de gauche, en particulier du groupe La France Insoumise, aura permis, tel Cendrillon aux douze coups de minuit, que ce texte honni s'évapore faute tout simplement de temps restant pour le discuter.

Qu'on se rassure, les braves artisans boulangers et fleuristes pourront continuer à travailler le 1<sup>er</sup> Mai prochain qui aura cependant pour le plus grand nombre un goût particulier, celui de la victoire : en effet, selon le Ministère du Travail, plus d'un million et demi de salarié-es du commerce, particulièrement de l'alimentaire, auraient été concernés par cette dérogation si elle avait vu le jour.

Et ce n'est pas l'argument du volontariat mis en avant pour accepter de travailler ce jour-là qui nous convaincra : les exemples ne manquent pas dans les permanences syndicales de salarié-es de ces secteurs sommés d'accepter dès l'embauche des conditions de travail au rabais pour prétendre à une maigre rémunération.

Cette situation, Émile Pouget, un des fondateurs de la CGT, l'a résumé dès 1895 : « *Donc, entre patrons et ouvriers, il ne peut se conclure d'engagements qui méritent le qualificatif de contrats. Ce qu'on est convenu de désigner sous le nom de « contrat de travail » n'a pas les caractères spécifiques et bilatéraux du contrat ; c'est, au sens strict, un contrat unilatéral, favorable seulement à l'un des contractants, — un contrat léonin.* »

Hier soir, c'est un succès de la lutte qui vient s'ajouter à celui de la suspension de la réforme des retraites ainsi qu'aux renoncements à diverses mesures rétrogrades dans le budget à venir.

On aurait tort de minimiser la portée de cette série de reculs, elle doit au contraire inspirer confiance à notre camp social et le convaincre que, comme l'expliquait Trotsky, « *Celui qui se défend bien là où il faut se défendre, qui attaque là où il faut attaquer, est le vainqueur.* »

LD, 23/01/2026.

\* *Le chou blanc, expression populaire, est aussi ironiquement une disposition de la convention collective de la boulangerie qui prévoit le paiement de la journée de travail pour le salarié qui se déplacerait pour rien sur son lieu de travail faute de farine pour péirir le pain par exemple.*



**Plan « sociaux » de suppressions d'emplois :  
une seule solution, la centralisation du combat !**

On pose parfois la question : ces suppressions d'emploi se justifient-elles ? Soyons clairs : du point de vue du capital qui est celui du patronat, accumuler toujours plus, dans des proportions toujours plus grandes, et toujours plus vite, les plans de suppressions d'emplois sont toujours justifiés ! S'y opposer, c'est s'opposer au capital, et c'est politique.

Dans le département de l'Allier, deux terribles plans de suppressions d'emplois se sont abattus ces derniers mois. 190 suppressions à la Forge d'Erasteel à Commentry, 270 à l'usine de freins Bosch à Moulins, c'est la liquidation de ce qui reste d'industrie qui est en cours. A l'image de la situation nationale : « 483 plans de suppressions d'emplois ont été recensés, soit 107 562 emplois menacés ou supprimés (dont près de la moitié dans l'industrie). En y ajoutant les emplois indirects et induits (services, commerces proches, sous-traitants...), l'impact négatif serait de 200 à 300 000 emplois depuis septembre 2023. » selon la CGT.

Un gouvernement démocratique réquisitionnerait les parcs industriels pour assurer la reprise d'activité. A Commeny, la municipalité et les syndicats défendent un plan de reprise tout à fait crédible, mais qui est évidemment contradictoire aux souhaits du patronat appuyés de fait par l'Etat. A Moulins, nous observons un consensus des édiles de droite et de gauche pour pleurer mais accepter la « fatalité » et négocier les conditions de la mise au rebut des travailleurs. Mais dans les deux cas, l'action commune en direction du pouvoir politique est la seule issue. Techniquement, sauver les emplois n'est pas difficile. Mais cela va contre le capital, c'est donc politique.



## Carte scolaire : un problème politique national.

Le ministère de l'Education Nationale, les rectorats et inspections d'académie, en l'absence de tout budget voté, se moquaient bien que le budget ne soit pas voté : ils préparaient la mise en œuvre des 4000 suppressions de postes que contient réellement ce budget dont Lecornu a annoncé mensongèrement qu'il contenait 2000 créations !

Or, cette mise en œuvre, qui implique des fermetures de classes et d'écoles, et qui se fera aussi à travers la baisse massive des moyens de l'éducation prioritaire à travers le plan « *800 collèges* », se fait dans l'omerta - pas d'autre mot ! - en raison du « *devoir de réserve* » qu'imposeraient les élections municipales. Le second tour étant le 22 mars et les vacances de printemps s'étalant entre le 4 avril et le 3 mai, cela veut dire qu'un carnage en termes de postes et de classes va s'abattre entre le 22 mars et le 4 avril !

En fait, ce carnage est dans les cartons : ne faut-il pas aller les chercher en liant cette question à celle des municipales dont ce devrait être un sujet central ?

Un bref coup d’œil aux sites des syndicats premiers concernés – FSU-SNUIPP, SE-UNSA, SNUDI-FO, SUD-Education, CGT-Education, CFDT-EFRP – montre qu’aucune direction syndicale nationale – comme d’habitude ! – des syndicats des écoles, n’envisage à cette heure de faire ce que font moult de leurs sections départementales : centraliser la lutte contre la carte scolaire vers les lieux de décision !

**Unité d'action, Unité contre le fascisme,  
Unité pour gagner.**

Nous reproduisons ci-dessous les interventions de Laurent Indrusiak, secrétaire de l'Union Départementale CGT, et de Vincent Présumey, au nom de la FSU Allier, au meeting intersyndical contre les fascistes tenu à Saint-Pourçain-sur-Sioule (Allier) ce mercredi 14 janvier. Ce fut un plein succès (une bonne centaine de participants) ayant, les deux interventions le disent de façon non concertée, la signification d'un « 12 février 1934 départemental ». Sont également intervenus : Sophie Vénétitay responsable nationale du SNES-FSU, Laurence Dautraix responsable nationale du SNETAP-FSU (enseignement agricole).

**Intervention de Laurent Indrusiak,  
secrétaire de l'UD CGT de l'Allier.**

Chers Camarades, Chers amis,

Avant d'aller plus loin, permettez-moi de vous dire que je ne boude pas mon plaisir d'intervenir ici, dans cette ville. Une ville dont le maire n'est autre qu'Emmanuel Ferrand, ancien responsable de la FNSEA de l'Allier, mais surtout tristement connu comme l'élu qui a mis des enfants de maternelle au pain et à l'eau, au prétexte que leurs parents ne pouvaient pas payer la cantine.

Il y a des actes qui révèlent définitivement ce que sont les hommes et les femmes qui nous gouvernent. Celui-ci en dit long sur la conception de la solidarité et de la justice sociale de ce premier magistrat.

Cela nous a valu, il y a quelques années, d'être directement confronté à ce même maire lorsque, après avoir décidé d'expulser l'Union locale CGT de ses locaux, il a fait arracher portes et fenêtres. À l'époque, j'avais dit qu'Emmanuel Ferrand était un minable. Depuis, il n'a fait que confirmer ce jugement.

Nous remercions la FSU pour cette initiative. Elle est nécessaire, urgente et salutaire. Si la CGT de l'Allier prend la parole aujourd'hui, ce n'est pas pour commenter l'actualité. C'est pour alerter. C'est pour dénoncer. C'est pour combattre. Ce qui se joue dans l'Allier n'a rien d'anecdotique. Ce n'est ni culturel, ni folklorique, ni le fruit d'un malentendu. C'est politique. C'est organisé. Et c'est dangereux. Les faits sont là, et ils sont graves.

La montée des idées d'extrême droite dans notre pays n'est en rien une situation abstraite dans notre département. En 2022, puis à nouveau en 2024, un député du RN a été élu dans la deuxième circonscription de l'Allier. Lors des élections européennes, ce sont 314 communes sur 317 de notre département qui ont placé le candidat du RN en tête.

L'extrême droite progresse en France, ce n'est pas un hasard. Elle pousse sur le terreau des promesses trahies, des politiques qui ont abandonné le monde du travail et sacrifié nos territoires. Là où l'emploi industriel disparaît, la colère s'installe. Dans l'Allier, plus de 3 000 emplois industriels ont été détruits en quinze ans : des usines fermées, des familles frappées, des bassins de vie cassés. Et quand, en plus, les services publics ferment, hôpitaux, écoles, postes, transports, l'abandon devient total. C'est dans ces déserts sociaux que le Rassemblement National avance, en se nourrissant de la détresse populaire tout en protégeant les mêmes intérêts patronaux qui ont détruit l'emploi et organisé ce recul. L'extrême droite ne défend pas les travailleurs : elle détourne leur colère.

.../... suite de la page 3

Face à ce constat, l'UD CGT s'est engagée avec détermination à travers une campagne de longue durée : affichages, distributions de cartes postales d'organisation de formations, organisation de conférences.

À cela s'ajoute, depuis l'été dernier notre implication dans le collectif Laïque et républicain de Moulins, suite à l'arrivée et la promotion d'initiatives dites culturelles telles que « *Les Murmures de la Cité* », qui s'inscrivent pleinement dans cette offensive idéologique.

Cette activité dans le département n'est pas restée sans réaction de la part de nos ennemis de classe. Nous avons ainsi fait face à des dépôts de plainte du RN et d'Horizons contre nos campagnes d'affichage, ainsi qu'à une campagne continue de dénigrement et de menaces à l'encontre des représentants syndicaux de la CGT, mais aussi de la FSU. Cette offensive se traduit par une multitude d'articles publiés sur des sites d'extrême droite (Riposte Laïque, Résistance Républicaine, etc.),

À Moulins, un spectacle intitulé *Murmures de la Cité* a été massivement financé par de l'argent public. À ce financement s'ajoutent les fonds d'un milliardaire idéologue d'extrême droite, Pierre-Édouard Stérin, exilé fiscal en Belgique, qui ne cache ni ses convictions ni son objectif : l'« union des droites » et l'arrimage d'une partie de la droite dite républicaine au projet de l'extrême droite.

Ce spectacle n'est pas neutre. Il est la vitrine d'un cercle idéologique, Sophia-Polis, qui se revendique lui-même comme un espace de rencontre entre catholiques intégristes et néo-païens identitaires. Ce n'est pas de la culture. C'est de l'idéologie réactionnaire. Ce n'est pas de la liberté artistique. C'est un projet politique.

« Dites-moi qui vous soutient, je vous dirai qui vous êtes. » Cette formule s'applique parfaitement à Monsieur Guillaume Senet petit bourgeois du bourbonnais , initiateur de Murmures de la Cité. Autour de lui gravitent les relais bien connus de la fachosphère : Riposte Laïque, Riposte Républicaine et consorts, toujours prompts à se poser en victimes tout en diffusant insultes, diffamations et appels à la haine.

Lorsque des syndicalistes, des enseignants, des militants laïques ont contesté l'utilisation de l'argent public pour ce projet, la réponse a été immédiate : la haine, la diffamation, les menaces. Des menaces nominatives, répétées, allant jusqu'à des menaces de mort. Je cite : « Les responsables CGT vont devoir se protéger et protéger leur famille. Ils veulent la guerre, dans une guerre il y a toujours des morts. »

Ces menaces ont conduit à des dépôts de plainte. Porter plainte n'a jamais été un réflexe de confort. C'était une nécessité : pour nous protéger, pour protéger nos familles, et pour rendre publiques des menaces qui prospèrent trop souvent dans l'ombre.

Même lorsque les responsables CGT ne sont pas nommément cités, chacun comprend qui est visé, surtout lorsque des articles antérieurs exposent photos, noms et fonctions syndicales. La menace est globale. Elle vise nos organisations, nos militants, nos proches.



Mais notre présence ici ne se limite pas à une riposte défensive. Ce combat dépasse nos organisations. Il engage l'avenir des libertés publiques, de la démocratie et du syndicalisme.

L'histoire est claire et implacable. À chaque fois que l'extrême droite avance, les libertés reculent. À chaque fois qu'elle progresse, les syndicats sont attaqués. À chaque fois qu'elle se rapproche du pouvoir, les droits sociaux sont piétinés. La CGT le sait. Elle l'a vécu. Elle l'a combattu. En 1934 face aux ligues fascistes. À la Libération en construisant la République sociale. En 1958 contre le coup de force institutionnel. En 1968 en portant les aspirations démocratiques du monde du travail. En 2024 en prenant ses responsabilités pour faire barrage à l'extrême droite.

Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de droits sociaux sans démocratie. Pas de justice sociale sans libertés publiques. Pas d'émancipation dans le racisme, l'autoritarisme et la haine. Dans l'Allier, nous refusons la banalisation. Nous refusons que l'argent public finance des réseaux idéologiques réactionnaires. Nous refusons que la culture serve de cheval de Troie à l'extrême droite. Nous refusons que certains élus ferment les yeux, minimisent ou justifient. À la veille des élections municipales, cette vigilance est cruciale.

Quand des figures identitaires sont invitées, quand la culture est instrumentalisée, quand les services publics sont affaiblis, le terrain est préparé. Et nous savons où cela mène.

Face à l'extrême droite, l'unité est une obligation. Ce combat ne se gagnera ni dans le silence ni dans l'ambiguïté. Il se gagnera par la clarté politique, le débat et la mobilisation. L'extrême droite prospère sur la peur : nous opposons la solidarité. Sur la division : nous opposons l'unité. Sur la résignation : nous opposons la lutte.

Il y a quelques années dans l'euphorie d'un discours de manif contre la réforme des retraites j'avais hurlé que c'était un combat à la vie à la mort pour la défense de nos retraites , certains m'avaient dit que j'étais peut être excessif, je le dit ici c'est une lutte à la vie à la mort pour notre modèle de société , entre le rejet des autres , la division , le racisme ou le vivre ensemble , la sororité et la fraternité .

Nous le disons clairement : Pas un centimètre de terrain cédé à l'extrême droite. Pas une menace laissée sans réponse. La CGT de l'Allier sera au rendez-vous. Aujourd'hui, demain, et aussi longtemps qu'il le faudra. Parce que l'histoire nous regarde. Parce que reculer n'a jamais protégé personne. Face à l'extrême droite, nous ne plierons pas. Merci.

[illegible]

**Intervention de Vincent Pr sumey,  
secrétaire départemental FSU Allier.**

Chers camarades, chers amis, chers collègues, je me dois et je vous dois de commencer cette intervention en vous disant merci, car votre présence ensemble, ici, à Sant-Pourçain, rassérène, fait chaud au cœur, conforte et encourage.

Merci aux camarades de la CGT de s'être laissés, pour ainsi dire, entraînés, de très bon cœur, par la FSU, et d'être là en nombre et d'apporter leur force collective.

Merci bien sûr aux militantes et aux militants de la FSU qui ont construit, discuté et préparé notre regroupement,

Merci à Sophie Vénétitay, secrétaire nationale de mon syndicat, le SNES-FSU, et qui incarne, comme je le disais hier à Radio Coquelicot, cette victoire syndicale qu'est le démantèlement du dispositif du « choc des savoirs » au collège voulu par Macron et Attal sous la pression et l'appui du RN,

.../ ... suite page 5

.../... suite de la page 4

Merci à Laurence Dautraix et aux camarades du SNE-TAP-FSU de l'enseignement agricole et du lycée de Neuvy,

Merci aux habitants de Saint-Pourçain qui sont là, car ils savent fort bien pour quoi ils sont là.

Et merci à mes collègues du lycée Banville, y compris à celles et ceux qui n'ont pu être là, enseignants ou non enseignants, qui m'ont exprimé leur soutien. Car ce meeting a bien sûr pour moi une dimension personnelle, je sais que vous êtes là aussi pour ma protection et celles des miens.

A ce meeting se sont associés Solidaires, l'UNSA-Education et la Confédération paysanne, matérialisant ainsi l'unité nécessaire. Il est soutenu par le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français, les Ecologistes de l'Allier, l'APRES, et le Collectif laïque et républicain de Moulins dont sont également membres, sur Moulins, ATTAC, la FGR, RESF, le MRAP, le Mouvement de la Paix, la Ligue de l'Enseignement, LFI, Place publique, Génération.s.

Il faut aussi que vous sachiez que la CFDT, dans les instances de l'Éducation nationale et par une lettre au maire de Saint-Pourçain, s'est solidarisée contre les menaces et calomnies dont je suis l'objet. Le maire de Saint-Pourçain a en effet publié, en tant que valeureux défenseur de « Murmures de la Cité », que je n'aurai jamais enseigné de ma vie et que je fricoterai, voyez-vous cela, avec l'islamisme !

La première de ces calembredaines provient sans doute du souvenir de mes années d'enseignement, bien réel, au lycée de Saint-Pourçain, marquées par au moins trois manifestations dans cette belle bourgade, avec les collègues et les élèves, pour préserver un lycée qui, je m'en félicite, est toujours là.

La seconde puise dans les lectures et les contacts d'extrême-droite de Monsieur l'actuel maire, qui imagine manifestement que je participe à un grand complot avec des musulmans. Ces délires racistes sont en particulier diffusés par l'officine « Riposte Laïque », très mal nommée, dont un contributeur local n'est autre que Guillaume Senet, le petit chef de Murmures de la Cité, et de la cité qui véritablement murmure, Sophia-Polis, club de rencontres entre cathos tradis et néo-païens, c'est-à-dire nazis.

Plonger dans la lecture de ces officines est un exercice que je ne vous conseille pas : c'est, il faut dire les choses, s'enfoncer dans la merde, et une merde qui n'est pas bio, mais bien polluée. Je me trouve caricaturé en un porteur obèse de djellaba léchant une babouche : le dessin, même aidé par l'IA, est terriblement mauvais, car une bonne caricature suppose qu'on se moque par empathie humaine et pas par haine. C'est ce que faisait Cabu, assassiné par l'extrême droite islamiste : son Beauf et son adjudant Kronenbourg étaient malgré tout encore sympathiques. Là, juste de la merde, et pas bio, je le répète !

Voici, et ce n'est qu'un exemple, ce qu'ils ont écrit lundi matin, sur le meeting d'aujourd'hui et juste après, voyez-vous, sur ma maison : « Certes, nous n'irons pas jusqu'à proposer une manifestation devant la maison bourgeoise de Vincent Prémey, située en bord d'Allier (bien sûr, nous avons l'adresse), et encore moins de la taguer, cela n'est pas notre culture, même si, en face, ils ne se gênent pas pour le faire.

Certes, nous n'allons pas appeler à vandaliser la salle, à la taguer, à la détruire, comme le font fréquemment les gauchistes quand une mairie ou un restaurant accordent une salle à leurs adversaires politiques. »

Il est vrai que je ne mène pas la vie de château, et que cette maison, ici menacée de vandalisation, provient d'une famille d'ouvriers communistes de chez Potain, qui m'ont choisi pour me la vendre parce qu'ils m'avaient entendu causer dans les manifs de 1995. Plus généralement, je n'ai pas compté mais je dois en être au trentième article en six mois affirmant, parfois en titre, qu'ils ne veulent pas me tuer. Curieuse insistance !

Curieux aussi, il faut le dire, le fait que le procureur de Moulins ait estimé qu'une phrase telle que celle affirmant que les responsables CGT et moi-même « vont devoir se protéger, eux et leurs familles. Ils veulent la guerre. Dans une guerre, il y a toujours des morts. », une telle phrase, donc, ne constituerait pas une menace de mort justifiant une plainte : vraiment curieux, n'est-ce pas ?

Entendu, la plainte va être redéposée, avec tout ce qui s'est rajouté depuis. Nous rendrons coup pour coup, politiquement et judiciairement s'entend. Mais comprenons bien à qui, et à quoi, nous avons affaire. Fascisme et nazisme sont les mots appropriés. Pas exactement ceux du XX<sup>e</sup> siècle, mais leurs héritiers du XXI<sup>e</sup>, quand Elon Musk ou Steve Bannon font le salut nazi, c'est pour dire ce dont ils sont les héritiers, eux qui veulent faire plus grand, plus dur, plus gros, plus fort, eux qui veulent faire pire et contre lesquels nous avons, nous, à sauver l'avenir humain pour que nos enfants aient un monde viable.

La doctrine de Guillaume Senet distingue les soi-disant enracinés comme lui, des êtres supérieurs qui seuls sont beaux, vrais, purs et bons, la masse déracinée bonne pour l'esclavage, et les déracineurs, c'est-à-dire nous, les syndicalistes, les professeurs laïques, les « wokistes » comme ils disent. Dans leurs fantasmes excrémentiels, les radoteurs tarés de Riposte soi-disant laïque sont rendus fous par les musulmans et les arabes, mais accusent les mêmes « wokistes » et syndicalistes de vouloir remplacer les blancs par les arabes. Les déracineurs et les agents du « grand remplacement » que nous sommes tenons très exactement, dans leurs fantasmes, la place que tenaient les Juifs chez les nazis. Et l'antisémitisme sous-jacent le plus crasse affleure dans leur prose.

On nous dit parfois : « vous avez raison de vous défendre, mais ne donnez pas trop d'importance à quelques tarés. » C'est vrai qu'il s'agit de quelques tarés.

Mais ces quelques tarés sont à l'intersection du RN, de l'UDR ciottiste, de Reconquête, des Identitaires, et ont des antennes évidentes dans LR, de Saint-Pourçain à Montluçon. Dans l'Allier, ce qu'il reste de droite républicaine, pour s'appeler républicaine, doit rompre toute antenne avec ce boulet, ce grelot, cette macule, et non se vautrer avec, via Murmures et compagnie ! Et ce qu'ils portent, c'est l'offensive de l'internationale fasciste du XXI<sup>e</sup> siècle, celle de Trump et de Poutine, dont l'Europe, non en tant que groupement de puissances, mais en tant que civilisation, est la cible.

Cette civilisation pluraliste est celle des services publics, de la Sécurité sociale et du droit du travail. Le syndicalisme indépendant a besoin de la démocratie et de l'Etat de droit. L'Etat de droit, dont la laïcité est un élément central, est la cible que les Trump et les Poutine veulent tuer.

Les Le Pen, Bardella, Zemmour et à leur suite les Stérin, Bolloré, Retailleau et autres sont leurs relais français. L'extrême droite chauvine qui ne veut pas d'étrangers, c'est elle, le parti de l'étranger. Cela remonte à loin, ça a commencé quand ils ont émigré, en 1789. Ils sont le parti de Trump et de Poutine : le refus de la pluralité, la haine des migrants et des musulmans, c'est l'abaissement national !



[illegible]

Cette attaque signe le retour du pire de l'impérialisme états-unien en Amérique latine, s'inscrivant dans l'inflexion globale vers l'extrême droite.

Arguments pour la Lutte Sociale, ATTAC, Collectif Haiti France, Collectif de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua, CGT, Confédération Paysanne, CEDETIM/IPAM, CRID, Les Ecologistes, Pour une Ecologie Solidaire et Sociale, Emancipation Tendance Intersyndicale, France Amérique Latine, Fondation Copernic, FSU, L'Après, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Le mouvement de la Paix, NPA Anticapitaliste, Nos Révolutions, PCF, PS, Réseau Bastille, Le Réseau Coopératif de Gauche Alternative, Union syndicale Solidaires, Solidaires Etudiant.e



22/02/2023

## Pour une paix juste et durable !

### Solidarité avec la résistance des Ukrainiennes et des Ukrainiens !

Il y a un peu moins d'un an, le 24 février 2022, Vladimir Poutine déclenchait une guerre d'invasion contre l'Ukraine, espérant une victoire éclair. C'était compter sans la résistance d'un peuple ukrainien uni pour défendre ses droits et sa souveraineté.

La guerre continue avec son lot de destructions, de morts et de malheurs. On évoque des dizaines de milliers de pertes humaines militaires du côté ukrainien comme du côté russe et malheureusement des dizaines de milliers de pertes civiles. Près d'un million d'enfants d'Ukraine ont perdu la vie et des dizaines de milliers d'autres ont été emmenés de force vers la Russie. L'agitation du risque nucléaire tant civil que militaire, des milliers de logements détruits, les récoltes confisquées ou pourries sur pied, les infrastructures énergétiques ciblées pour frapper jusqu'aux capacités de survie des populations civiles ukrainiennes forçant plus de 12 millions de personnes à fuir leurs maisons, dont une moitié a dû quitter le pays. Ce bilan provisoire est effroyable pour un an de combats.

Pendant ce temps, en Russie et au Bélarus, la répression musèle les voix pacifistes qui dénoncent la guerre et le totalitarisme de Poutine et de Loukachenko. Le 26 décembre 2022, les leaders syndicaux du BKDP du Belarus ont écopé de lourdes peines : 4 ans de prison ferme pour Aliaksandr Yarashuk, 2 ans fermes pour Siarhei Antusevich et 1 an et demi fermes pour Iryna Bud-Husaim.

Enfin, les conséquences économiques de cette guerre se font sentir partout dans le monde, alternativement menacé d'embrasement nucléaire, de catastrophe environnementale, d'inflation galopante, notamment sur les prix de l'énergie, ou de famine céréalière. En un an, la vie de centaines de millions de personnes a ainsi été bouleversée par le choix tragique de Poutine de réinviter la guerre à grande échelle sur le sol européen.

Face au drame vécu par les populations en Ukraine, les organisations syndicales françaises CFTD, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU se sont mobilisées pour venir en aide aux ukrainiennes et ukrainiens en constituant une intersyndicale dès le début du mois de mars 2022. Deux véhicules neufs ont été remis en juillet aux organisations syndicales ukrainiennes, FPU et KVPU, qui les utilisent pour distribuer l'aide humanitaire aux populations civiles. En décembre, deux semi-remorques ont acheminé vers la frontière Ukrainienne 38 tonnes d'aide humanitaire (machines à laver industrielles, radiateurs, générateurs, vivres, matériel de soin et d'hygiène, ...), obtenue sous forme de dons ou achetée grâce aux collectes organisées par les organisations syndicales françaises. Les syndicats français soutiennent aussi les syndicats Ukrainiens dans leur lutte contre les réformes anti-sociales parce que l'Ukraine de demain doit être un exemple de démocratie fondée sur le respect des droits sociaux et des libertés syndicales.

Cette solidarité avec l'Ukraine qui résiste doit continuer. Pour qu'une paix juste et durable soit gagnée au plus vite, l'intersyndicale française de solidarité avec l'Ukraine appelle à participer à la marche pour l'Ukraine qui aura lieu le samedi 25 février 2023 au départ de République à 14h en direction de Bastille.

## Solidarité avec l'Ukraine qui résiste !

### Mort à la guerre de Poutine ! Troupes russes hors d'Ukraine !

### Paix en Ukraine - Libertés en Russie et au Belarus !

.../... suite de la page 7

## ....Internationalisme....



### Déclaration de la Commission Exécutive Confédérale de la CGT du 13 janvier 2026 à l'attention de Jean-Luc Mélenchon

M. Mélenchon,

C'est avec stupéfaction que nous avons découvert votre réaction sur les réseaux sociaux le 3 janvier dernier :

« En désaccord formel avec la déclaration de Sophie Binet au nom de la CGT dénonçant les violations des droits de l'homme sous l'autorité de Maduro et abandonnant l'exigence de la libération immédiate du président vénézuélien. Je serai à Lyon au rassemblement pour affirmer notre soutien aux droits inaliénables du peuple vénézuélien et de ses institutions. ».

D'abord, nous ne comprenons pas de quoi il s'agit. Sophie Binet n'a fait aucune déclaration. Sa seule réaction a été de condamner très fermement sur les réseaux sociaux l'agression américaine en relayant la position de la Confédération Syndicale Internationale à laquelle la CGT est affiliée, qui exige notamment la libération de Nicolás Maduro. Quant à la CGT nous avons réagi dès samedi 3 janvier midi par un communiqué court et ferme.

La déclaration à laquelle vous faites référence est donc probablement la déclaration unitaire signée par 25 organisations appelant à manifester samedi 10 janvier à laquelle la CGT a contribué, considérant que dans une situation aussi grave la priorité est au rassemblement le plus large possible pour dénoncer l'agression américaine.

.../...

Votre mouvement était associé à ce cadre de discussion et jusqu'au bout nous nous sommes battus pour que vous puissiez signer en faisant en sorte que la déclaration soit un texte de compromis. Elle ne comporte donc pas 2 revendications portées par la CGT mais qui ne faisaient pas consensus : la libération des prisonniers politiques parmi lesquels figurent des dizaines de syndicalistes et la libération de Nicolás Maduro.

Sur le fond, la position de la CGT est constante. Nous soutenons les travailleurs et les travailleuses, pas les régimes. À la demande de nombre de nos camarades syndicalistes vénézuéliens, la CGT a toujours dénoncé les sanctions impérialistes contre le Venezuela, mais aussi les remises en cause des libertés et des droits des travailleurs et son éloignement des idéaux de la révolution Bolivarienne notamment depuis 2024.

Votre attaque contre la CGT et contre notre secrétaire générale est non seulement infondée mais aussi totalement scandaleuse dans sa démarche.

Alors que l'extrême droite est plus que jamais aux portes du pouvoir et mène une offensive mondiale contre la démocratie, chaque dirigeant progressiste devrait chercher à rassembler, en respectant les organisations syndicales et les autres mouvements progressistes et non à cultiver les clivages et à semer la division. C'est ce que nous nous honorons d'avoir encore fait, par exemple samedi 10 janvier en permettant à LFI de prendre la parole lors du rassemblement unitaire parisien, bien que votre mouvement ne soit pas signataire du texte unitaire.

La CGT, ses organisations, ses militantes et militants sont plus que jamais déterminés à protéger l'indépendance de notre syndicat contre les attaques et toutes les formes d'ingérence. Le respect de notre indépendance, principe intangible de notre syndicalisme de masse et de classe, est la condition indispensable à des relations normales entre la CGT et toute organisation politique.

Votre remise en cause personnelle et publique de notre secrétaire générale, ce alors qu'elle n'a fait aucune déclaration, relève à contrario d'une tentative grossière de mise en opposition et de déstabilisation de notre organisation à la veille de son 54<sup>e</sup> congrès.

Ce n'est malheureusement pas la première fois que nous sommes contraints de vous rappeler les principes de l'indépendance syndicale, mais il est encore temps pour vous et votre mouvement de choisir la voie du respect du rôle des organisations syndicales, seule voie menant au dialogue et au travail en commun particulièrement essentiels dans cette période de basculement.

Montreuil, le 13 janvier 2026  
La Direction Confédérale